

**Délibération N° 2025-09-13-HDL**

Attribution d'une subvention à la librairie  
« Mot à Mot » dans le cadre de la loi du  
30 décembre 2021

**Département du Val-de-Marne****Arrondissement de Nogent-sur-Marne**

Nombre de membres composant

Le Conseil Municipal .....	45
Membres en exercice .....	45
Présent.e.s ou représenté.e.s	
à la séance .....	43
Absent.e.s .....	2

**SÉANCE DU 25 SEPTEMBRE 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le **vingt-cinq septembre**, les membres composant le Conseil municipal de la Commune de Fontenay-sous-Bois, dûment convoqués le **dix-neuf septembre**, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances, sous la présidence de **Monsieur Jean-Philippe GAUTRAIS, Maire**.

**ÉTAIENT PRÉSENT.E.S**

M.GAUTRAIS, Mme KLOPP, M. CORNELIS, Mme FENASSE, M. SEYE, Mme AVOGNON-ZONON, M. LACHELACHE, Mme NIAKHATE, M. MORA, Mme LELU, M. DAMIANI, M. GUENICHE, Mme NAIT-BAHLOUL, M. ORJEBIN, Mme BOUHADA, Mme CHARDIN, M. BRUNET, Mme MAFFRE-BOUCLET, M. MALLERIN, Mme GAUTHIER, M. CLERGET, Mme VIENNEY, Mme GARNIER, Mme MICHEL, M. MULLER, M. BATTAL, Mme SAINT GAL, M. RISPAL (arrivé point 10), M. NOMBO POATY, Mme CHAMBRE-MARTIN, M. MATHIEU, M. BERTRAND, Mme LAROQUE, Mme CAZALS, Mme CACAIS-BARANGER, M. KEITA ( arrivé point 3), Mme TRANCART, M. FOURESTIER

**EXCUSÉ.E.S - REPRÉSENTÉ.E.S**

M. LEBLANC

a donné mandat à Mme AVOGNON-ZONON

Mme BENZIANE

a donné mandat à Mme SAINT GAL

Mme LARABI

a donné mandat à M. LACHELACHE

M. DAUMONT-LEROUX

a donné mandat à M. ORJEBIN

M. DE LA CROIX

a donné mandat à M. BERTRAND

**ABSENT.E.S**

Mme INDJA, M. TARGUI

Le président ayant ouvert la séance, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil.

**Monsieur SEYE** ayant obtenu la majorité des voix, a été désigné pour remplir cette fonction qu'il a accepté.

**LE CONSEIL,**

**VU** le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis qui permet aux collectivités territoriales d'accorder de petites aides publiques aux entreprises sans devoir les notifier à la Commission européenne,

**VU** le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2121-29 et L. 1511-2,

**VU** la Loi n° 2021-1901 du 30 décembre 2021 visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs, dite Loi Darcos,

**VU** le Code du patrimoine, article L. 143-2, sur la protection du pluralisme éditorial,

**CONSIDERANT** l'intérêt local à soutenir la librairie « MOT A MOT » en tant qu'acteur culturel, éducatif et économique du territoire,

**CONSIDERANT** la demande de subvention de la librairie « MOT A MOT » sollicitée auprès de la Ville,

**CONSIDERANT** la nécessité de fixer les conditions d'octroi de la subvention exceptionnelle versée par la Ville à la librairie « MOT A MOT », dans une convention triennale de partenariat,

**Sur avis de la Commission des Finances,**

**Après en avoir délibéré**

**A L'UNANIMITE**

**DECIDE,**

**Article 1er** : D'approuver la convention triennale entre la Ville et la librairie « Mot à Mot » fixant les modalités d'attribution de la subvention, les obligations de la structure bénéficiaire et les conditions de contrôle.

**Article 2** : D'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention et à prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de celle-ci.

**Article 3** : D'attribuer pour l'année 2025 une subvention exceptionnelle de fonctionnement d'un montant de 10.000 € à la librairie « Mot à Mot ».

**Article 4** : D'inscrire les crédits afférents à cette subvention au budget primitif 2025.

*« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Fontenay-sous-Bois dans le délai de deux mois à compter de sa notification (ou de sa publication). L'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.*

*Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Melun – 43, rue du Général de Gaulle – 77000 Melun – dans le délai de deux mois :*

*- à compter de la notification (ou de la publication) de la délibération ;*

*- à compter de la réponse de l'administration, si un recours administratif a été préalablement formé. »*

Transmission électronique en

Préfecture du Val-de-Marne

le .....3.0.SEP.2025.....

Publication

le .....0.2.OCT.2025.....

Notification

le .....

Certifié exécutoire

Le Maire,



POUR EXTRAIT CONFORME

**Jean-Philippe GAUTRAIS**

Maire



